

56^e

enquête semestrielle
janvier 2013

LA CONJONCTURE
DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

oseo,

Sommaire

Synthèse_ PAGE 03_

1 Activité_ PAGE 05_

2 Emploi_ PAGE 07_

3 Situation financière_ PAGE 09_

4 Les investissements et leur financement_ PAGE 12_

5 Les secteurs d'activité_ PAGE 15_

Industrie PAGE 15_ / Construction PAGE 17_ / Commerce : commerce de gros,
commerce de détail, commerce et réparation automobile PAGE 18_ /
Transports PAGE 19_ / Tourisme PAGE 19_ / Services : services aux entreprises,
services aux particuliers PAGE 20_

6 Méthodologie_ PAGE 21_

Synthèse

2012 : une activité au point mort 2013 : très fortes inquiétudes sur la tenue de la demande

Interrogés en novembre, les dirigeants de PME confirment la panne de croissance déjà annoncée en mai. L'emploi stagne et les trésoreries sont aussi tendues que lors de la récession de 2008-2009.

En 2012, le chiffre d'affaires est estimé avoir baissé de 0,3 % en moyenne, après une hausse de 4,7 % en 2011. L'activité a piétiné ou légèrement reculé dans tous les secteurs. Surtout, les anticipations pour 2013 sont très pessimistes, notamment dans la construction et tous les secteurs liés à la consommation des ménages : commerce et réparation automobile, commerce de détail, transports, tourisme, voire même services aux particuliers.

Dans les secteurs productifs situés en amont, les perspectives sont très liées à la typologie des entreprises. Les PME de l'industrie et des services aux entreprises qui exportent et qui innovent devraient conserver un peu de croissance en 2013, après une année 2012 acceptable. En revanche, l'activité pourrait sensiblement fléchir pour les autres, qui sont aussi souvent les plus petites.

Les PME ont tout juste conservé leurs effectifs salariés en 2012. Ceux-ci ont encore progressé dans les moyennes entreprises mais se sont effrités dans les TPE.

Les intentions d'embauche en 2013 ne sont positives que chez les entreprises exportatrices et chez celles qui font de l'innovation au sens large. Dans le cas contraire, des postes risquent fort d'être supprimés.

Conséquence de l'atonie des affaires et de la nette tendance à l'allongement de délais de paiement, les trésoreries se sont de plus en plus tendues au fil des mois. Les difficultés sont à nouveau aussi fréquentes que lors de la précédente récession. L'accès aux crédits de trésorerie est devenu problématique pour 23 % des PME, soit trois points de plus qu'au cours des années 2010-2011. Cela affecte plus particulièrement les TPE, très éprouvées, ainsi que les secteurs du tourisme et des transports. Dans un contexte économique quasi récessif, la rentabilité est estimée en baisse dans tous les secteurs d'activité.

Les investissements ont été quelque peu réduits en 2012, sauf chez les entreprises innovantes et exportatrices qui les ont maintenus. Les PME dans leur ensemble sont très prudentes dans leurs projets d'investissement pour 2013, la faiblesse de la demande étant considérée comme le principal frein à leur réalisation.



1/Activité

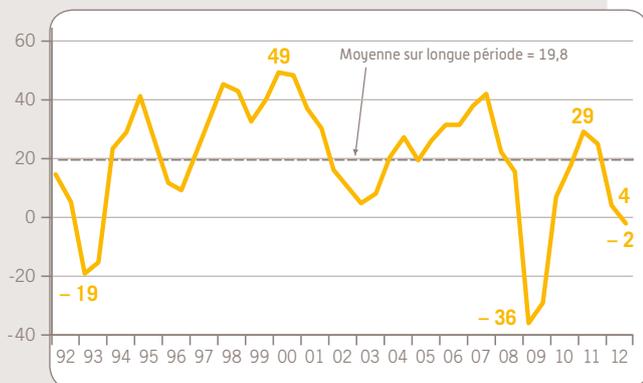
2012 : UNE ANNÉE DE STAGNATION

L'ACTIVITÉ A ACCENTUÉ SON RALENTISSEMENT AU SECOND SEMESTRE

En novembre, 36 % des PME estiment que leur chiffre d'affaires aura reculé en 2012 et 34 % qu'il aura progressé. L'indicateur courant d'activité⁽¹⁾ des PME ressort ainsi à -2, au plus bas depuis fin 2009. Il est en diminution de 6 points par rapport à mai et de 27 points sur un an.

INDICATEUR D'ACTIVITÉ POUR L'ANNÉE EN COURS (N)

Solde des opinions en % (hausse - baisse)



Prévisions de mai N et estimations de novembre N

Source : OSEO

Les dirigeants évaluent à -0,3 % en moyenne annuelle la baisse de leur chiffre d'affaires en 2012, à comparer à une hausse de +4,7 % en 2011.

PEU DE SECTEURS ÉCHAPPENT À LA CONTRACTION DE L'ACTIVITÉ

Il n'y a pas de chute profonde de l'activité comme en 2009, mais un simple maintien voire un effrètement du chiffre d'affaires, en valeur nominale.

L'évolution en moyenne annuelle est très faiblement positive, mais inférieure à l'inflation ou nulle dans les secteurs d'activité suivants :

- + 0,8 % dans les services aux particuliers [vs + 2,3 % en 2011]
- + 0,6 % dans le commerce de gros [contre + 5,8 %]
- + 0,2 % dans le bâtiment [après + 3,0 %]
- 0 % dans l'industrie [contre + 7,5 %]

En revanche, le chiffre d'affaires 2012 est estimé en recul dans les autres secteurs :

- - 0,3 % services aux entreprises [après + 4,8 % en 2011]
- - 0,3 % transports [après + 6,3 %]
- - 1,0 % travaux publics [après + 2,7 %]
- - 1,2 % commerce de détail [vs + 1,3 %]
- - 2,0 % tourisme [après + 2,1 %]
- - 3,8 % commerce et réparation automobile [suite à - 1,0 %]

LES MOYENNES ENTREPRISES MAINTIENNENT UN PEU DE CROISSANCE TANDIS QUE L'ACTIVITÉ DES TPE FLÉCHIT

Estimation de l'évolution du CA en 2012 :

- - 2,2 % TPE de 1 à 9 salariés [après + 2,0 % en 2011]
- + 0,7 % entreprises de 10 à 19 salariés [suite à + 5,8 %]
- + 1,4 % celles de 20 à 49 salariés [contre + 7,9 %]
- + 2,2 % celles de 50 à 99 salariés [après + 8,4 %]
- + 2,8 % entreprises de 100 à 249 salariés [vs + 8,9 %]

SEULES LES ENTREPRISES TRÈS EXPORTATRICES⁽²⁾ CONSERVENT UNE CROISSANCE SIGNIFICATIVE

Les PME "fortement exportatrices" estiment à +3,9 % en moyenne la hausse de leur CA 2012, contre +0,9 % chez les "moyennement exportatrices". Par contre, les "non exportatrices" font état d'une baisse de -1,0 %. En 2011, l'évolution était respectivement de +8,7 %, +6,9 % et +3,9 %.

LES EFFORTS D'INNOVATION ONT PERMIS DE MAINTENIR UNE FAIBLE PROGRESSION DE L'ACTIVITÉ

Les entreprises "innovantes"⁽³⁾ évaluent à +1,3 % la progression de leur CA en 2012, après +7,4 % en 2011. De leur côté, les "non innovantes" annoncent un recul de -1,1 %, contre une hausse de +3,2 % l'année précédente.

[1] Solde en pourcentage des opinions opposées : cf. définition dans la méthodologie p. 21.

[2] Cf. qualification des entreprises exportatrices dans la méthodologie p. 22.

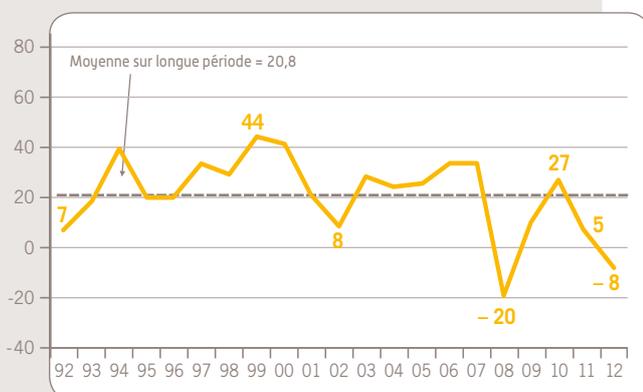
[3] Cf. qualification des entreprises innovantes dans la méthodologie p. 22.

2013 : CRAINTE D'UN SENSIBLE DÉCLIN DE L'ACTIVITÉ

Fin 2012, 21 % seulement des dirigeants anticipent une hausse de leur activité en 2013 tandis que 29 % prévoient un recul. L'indicateur avancé de l'activité s'établit ainsi à - 8, son niveau le plus bas des vingt dernières années après celui de 2008 [- 20].

INDICATEUR AVANCÉ DE L'ACTIVITÉ POUR L'ANNÉE SUIVANTE (N + 1)

Solde des opinions en % (hausse - baisse)



Prévisions faites en novembre de l'année N pour l'année N + 1

Source : OSÉO

LES PERSPECTIVES SONT PARTICULIÈREMENT SOMBRES DANS LA CONSTRUCTION ET LES SECTEURS LIÉS À LA CONSOMMATION DES MÉNAGES

L'indicateur avancé de l'activité est faiblement positif ou proche de l'équilibre dans les secteurs suivants :

- Commerce de gros (+ 6)
- Services aux entreprises (- 1)
- Industrie (- 2)
- Services aux particuliers (- 5)

Il est en revanche très négatif dans les autres secteurs :

- Tourisme (- 14)
- Transports (- 16)
- Commerce de détail (- 16)
- Commerce et réparation automobile (- 24)
- Bâtiment (- 24)
- Travaux publics (- 32)

LES PRÉVISIONS SONT D'AUTANT PLUS PESSIMISTES QUE L'ENTREPRISE EST PETITE

L'indicateur avancé de l'activité croît de - 16 chez les TPE à + 15 pour les entreprises de 100 à 250 salariés, en passant par + 3 pour les entités de 20 à 49 salariés (cf. tableau p. 8).

LES PME EXPORTATRICES ET CELLES QUI INNOVENT SONT NETTEMENT MOINS SOMBRES QUE LES AUTRES

L'indicateur avancé de l'activité s'établit à + 11 chez les entreprises "fortement exportatrices" et à + 3 chez les "moyennement exportatrices". Il est en revanche franchement négatif, à - 11, pour les PME "non exportatrices".

Par ailleurs, 33 % des entreprises "innovantes" anticipent une progression de leur activité en 2013, contre 23 % une diminution, ce qui donne un indicateur avancé positif à + 10. À l'opposé, 15 % seulement des PME "non innovantes" tablent sur une augmentation tandis que 32 % craignent une baisse, l'indicateur prévisionnel ressortant à - 17.

2/ Emploi

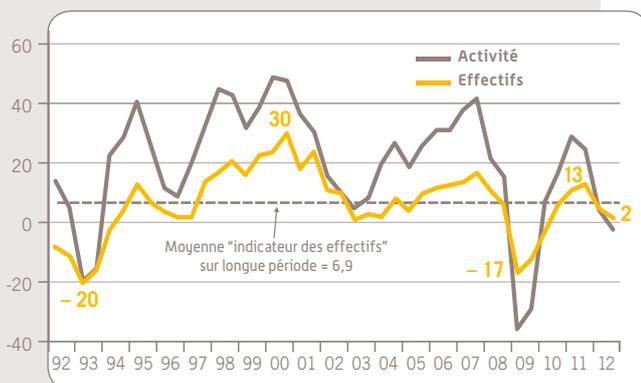
LES PME ONT TOUT JUSTE MAINTENU LEURS EFFECTIFS EN 2012

LES EMBAUCHES SE SONT RALENTIES AU FIL DES MOIS

En novembre 2012, 23 % des PME déclarent une progression de leurs effectifs par rapport à fin 2011, tandis que 21 % annoncent une contraction. L'indicateur courant d'emploi ressort ainsi à + 2, sensiblement sous sa moyenne de long terme. Il était encore à + 5 en mai précédent.

INDICATEURS COURANTS (ANNÉE N)

Solde des opinions en % (hausse - baisse)



Estimations faites en mai et novembre de l'année N pour l'année N

Source : OSEO

L'EMPLOI NE S'ACCROÎT PLUS GUÈRE QUE DANS LE COMMERCE DE GROS, LES SERVICES AUX ENTREPRISES ET CEUX AUX PARTICULIERS

L'évolution des effectifs est comme toujours très liée à celle de l'activité. L'emploi ne s'est maintenu, voire a légèrement progressé dans les branches où l'activité est le moins dégradée. C'est ce qui apparaît à la comparaison des indicateurs courants d'emploi et d'activité :

- + 12 commerce de gros (indicateur courant d'activité à + 5)
- + 9 services aux entreprises (activité 0)
- + 5 services aux particuliers (activité + 7)
- + 3 industrie (activité 0)

La situation des travaux publics est un peu particulière puisque l'indicateur d'emploi demeure positif en novembre, à + 2, alors que l'activité a sensiblement diminué en 2012, avec un indicateur courant à - 10. Cela pourrait provenir, notamment, des variations de l'emploi intérimaire non comptabilisé dans les effectifs salariés.

En revanche, les effectifs sont déclarés en diminution dans les autres secteurs d'activité :

- - 2 transports (indicateur d'activité à - 4)
- - 6 bâtiment (activité - 2)
- - 6 tourisme (activité - 15)
- - 7 commerce de détail (activité - 9)
- - 15 commerce et réparation automobile (- 27)

LES TPE ONT RÉDUIT LEURS EFFECTIFS TANDIS QUE LES ENTREPRISES DE 20 À 249 SALARIÉS LES ONT ACCRUS

En 2012, les effectifs ont encore significativement progressé dans les entreprises de 20 à 249 salariés, en corrélation avec l'évolution positive de leur activité. À l'inverse, les TPE ont dû supprimer des postes tandis que les entités de 10 à 19 salariés ont stabilisé leurs effectifs.

INDICATEURS COURANTS D'ACTIVITÉ ET D'EMPLOI EN 2012 SELON LA TAILLE DES ENTREPRISES

Solde des pourcentages d'opinions "en hausse" moins "en baisse"

	ACTIVITÉ	EFFECTIFS
1 à 9 salariés	- 12	- 5
10 à 19 salariés	0	+ 2
20 à 49 salariés	+ 11	+ 15
50 à 99 salariés	+ 15	+ 2
100 à 249 salariés	+ 28	+ 13
Ensemble	- 2	+ 2

Source : OSEO

LES PME EXPORTATRICES ONT CRÉÉ DES EMPLOIS

L'indicateur courant d'emploi demeure significativement positif chez les entreprises "fortement exportatrices", à + 13, de même que chez les "moyennement exportatrices", à + 6. Par contre, les PME qui n'exportent pas ou très peu ont en 2012 tout juste maintenu leurs effectifs au niveau de fin 2011.

LES ENTREPRISES INNOVANTES ONT CONTINUÉ À CRÉER DES POSTES

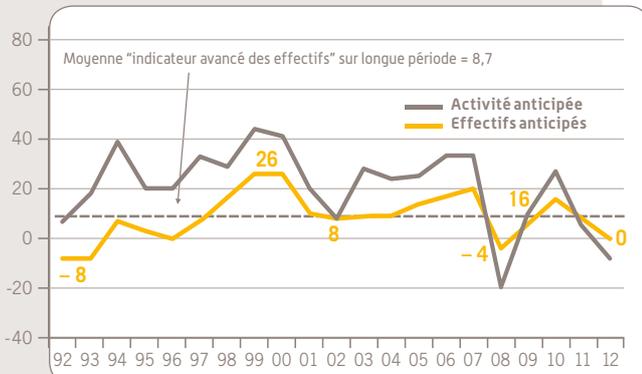
30 % des PME innovantes ont accru leurs effectifs depuis fin 2011 tandis que 21 % les ont réduits, ce qui donne un indicateur courant d'emploi à + 9. En revanche, celui-ci est légèrement négatif [- 2] pour les entreprises qui n'ont pas innové au cours des trois dernières années.

LES PME ENVISAGENT UN SIMPLE MAINTIEN DE L'EMPLOI EN 2013

15 % des entreprises pensent accroître leurs effectifs en 2013, la même proportion prévoyant une réduction. L'indicateur avancé de l'emploi est donc nul et à peine supérieur au point bas de fin 2008 (- 4).

INDICATEURS AVANCÉS POUR L'ANNÉE SUIVANTE (N + 1)

Solde des opinions en % (hausse - baisse)



Prévisions faites en novembre de l'année N pour l'année N+1

Source : OSEO

LES PERSPECTIVES DE CRÉATION D'EMPLOIS NE SONT POSITIVES QUE DANS LES SECTEURS D'ACTIVITÉ AMONT

L'indicateur d'emploi pour 2013 est significativement positif dans les services aux entreprises, à + 8, et dans le commerce de gros, à + 7. Il est proche de l'équilibre dans l'industrie, à + 2, et nul dans les services aux particuliers.

Dans les autres secteurs, les anticipations d'évolution des effectifs en 2013 sont franchement négatives :

- - 9 Commerce de détail
- - 10 Construction
- - 11 Transports
- - 15 Tourisme
- - 17 Commerce et réparation automobile

LES ANTICIPATIONS DE CRÉATION NETTE D'EMPLOIS SONT INDÉPENDANTES DE LA TAILLE DE L'ENTREPRISE

Malgré des perspectives d'activité assez positives, les moyennes entreprises n'envisagent pas plus que les autres de créer des emplois en 2013.

INDICATEURS AVANCÉS D'ACTIVITÉ ET D'EMPLOI EN 2013 SELON LA TAILLE DES ENTREPRISES

Solde des pourcentages d'opinion "en hausse" moins "en baisse"

	ACTIVITÉ	EFFECTIFS
1 à 9 salariés	- 16	- 1
10 à 19 salariés	- 6	- 2
20 à 49 salariés	+ 3	+ 1
50 à 99 salariés	+ 8	+ 1
100 à 249 salariés	+ 15	- 2
Ensemble	- 8	0

Source : OSEO

LES PME INNOVANTES ET EXPORTATRICES DEVRAIENT CONTINUER À EMBAUCHER

L'indicateur avancé reste significativement positif chez les entreprises "fortement exportatrices" et chez les "moyennement exportatrices", à respectivement + 11 et + 7. À l'inverse, il est négatif à - 3 chez les PME "non exportatrices".

L'écart est encore plus marqué sur le critère de l'innovation : 24 % des entreprises "innovantes" pensent accroître leurs effectifs en 2013 tandis que 13 % envisagent de les réduire, soit un solde de + 11, à comparer à - 7 pour les "non innovantes".

3/Situation financière

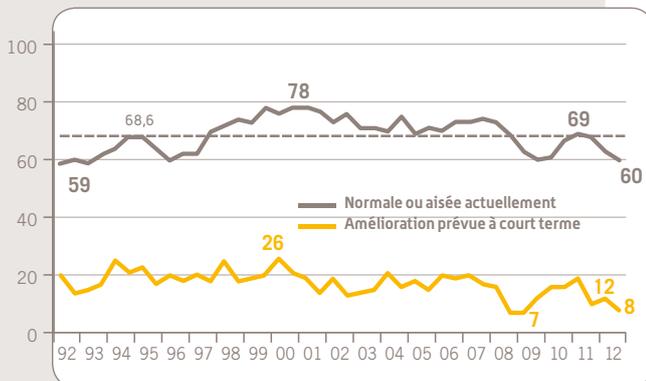
LES TRÉSORERIES SE CONTRACTENT FORTEMENT

En novembre 2012, 60 % des PME considèrent "normale ou aisée" la situation de leur trésorerie récente, soit près de 9 points de moins que la moyenne de long terme (68,6 %).

A contrario, 40 % des PME disent avoir rencontré des difficultés de trésorerie au cours des six derniers mois. C'est la proportion la plus élevée depuis fin 2009, au moment de la sortie de la récession.

TRÉSORERIE DES PME

Opinions des chefs d'entreprise en %



Source : OSEO

L'ÉVOLUTION ET LE NIVEAU DE LA TRÉSORERIE SONT TRÈS VARIABLES SELON LE SECTEUR D'ACTIVITÉ

La proportion de PME estimant difficile l'état de leur trésorerie récente est la plus importante, et en forte augmentation depuis mai, dans les travaux publics où elle culmine à 49 % (+ 8 points) et dans le secteur "commerce et réparation automobile", avec 48 % de citations (+ 8 points).

La situation est également très tendue, quoique plutôt un peu moins qu'au premier semestre, dans les cinq secteurs suivants :

- Bâtiment : 47 % [- 1 point]
- Tourisme : 45 % [- 2 points]
- Transports : 42 % [idem]
- Commerce de détail : 42 % [- 5 points]
- Services aux particuliers : 42 % [+ 2 points]

En revanche, les difficultés de trésorerie sont relativement moins fréquentes dans l'industrie, avec 35 % de citations (idem premier semestre), le commerce de gros et les services aux entreprises, avec 36 % [respectivement + 5 et + 7 points].

VIVE AUGMENTATION DES TENSIONS CHEZ LES MOYENNES ENTREPRISES

En novembre 2012, 35 % des entreprises de 100 à 249 salariés estiment tendue la situation de leur trésorerie récente, contre 41 % pour celles de 1 à 9 salariés. Cependant, au cours des six derniers mois, les difficultés se sont beaucoup plus fortement accrues chez les premières (+ 14 points) que chez les TPE (+ 3 points).

LES TRÉSORERIES DES ENTREPRISES EXPORTATRICES SONT SENSIBLEMENT PLUS SOUPLES

32 % des entreprises "fortement exportatrices" et 35 % des entreprises "moyennement exportatrices" font part de tensions de trésorerie, à comparer à 41 % pour les PME "non exportatrices".

PAS D'ÉCART SIGNIFICATIF ENTRE LES ENTREPRISES INNOVANTES ET LES NON INNOVANTES

En novembre 2012, 38 % des entreprises "innovantes" considèrent difficile l'état de leur trésorerie récente, contre 40 % parmi les PME "non innovantes".

UN ACCÈS AU CRÉDIT DE TRÉSORERIE UN PEU PLUS DIFFICILE DEPUIS SIX MOIS

Deux questions ont été introduites dans l'enquête de fin 2010 pour appréhender les conditions d'accès au crédit de trésorerie et les causes des difficultés éventuellement rencontrées.

"Au cours des six derniers mois, comment avez-vous assuré le financement de votre exploitation courante ?":

- 41 % Très facilement, car trésorerie excédentaire [- 1 point/mai 2012]
- 36 % Assez facilement, car concours bancaires sollicités obtenus [- 2 points/mai 2012]
- 15 % Assez difficilement, car obtention partielle des avances demandées [+ 2 points/mai 2012]
- 8 % Très difficilement, car aucune facilité bancaire obtenue [+ 1 point/mai 2012]

En six mois, la fréquence des citations "assez" plus "très" difficile progresse de 3 points, à 23 %, après une parfaite stabilité à 20 % depuis fin 2010.

Pour les entreprises ayant répondu "assez" ou "très difficilement", soit 23 % de l'ensemble de l'échantillon, il était demandé de "cocher les raisons de ces difficultés parmi les quatre suivantes (possibilité de réponses multiples)":

- 47 % Niveau insuffisant de l'activité et/ou des perspectives de développement trop incertaines (+ 6 points en six mois)
- 38 % Garanties exigées trop importantes (+ 1 point)
- 34 % Secteur considéré comme trop risqué (- 1 point)
- 16 % Secteur d'activité méconnu des banques (- 1 point)

La faiblesse de l'activité apparaît plus que jamais comme la principale cause de refus des établissements financiers. L'accès aux crédits d'exploitation est toujours sensiblement plus difficile pour les TPE (26 %) que pour les entreprises moyennes employant 100 à 249 salariés (17 %). Toutefois, l'écart entre les deux classes d'entreprise s'est réduit de 3 points au cours du second semestre 2012 et de 5 points sur un an.

D'un point de vue sectoriel, les difficultés d'accès au crédit d'exploitation sont beaucoup plus élevées que la moyenne et en forte hausse dans le tourisme (33 %, soit + 4 points en six mois et + 16 points sur un an). Elles sont aussi un peu plus fréquentes dans les transports (27 %, + 3 points en six mois) et le commerce de détail (26 %, + 2 points). À l'opposé, elles sont significativement moins fréquentes que la moyenne dans l'industrie (19 %, + 1 point) et le commerce de gros (18 %, + 2 points).

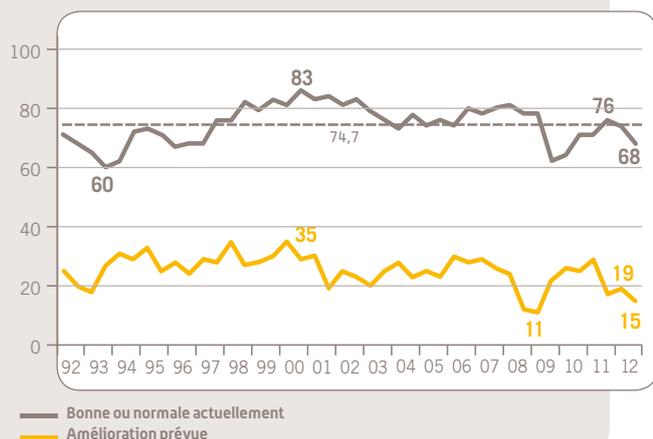
L'innovation ne constitue pas un caractère discriminant en matière d'accès au crédit de trésorerie. En revanche, les entreprises moyennement ou très exportatrices rencontrent un peu moins souvent de problèmes pour obtenir des concours financiers à court terme (19 %).

LES RÉSULTATS DE 2012 SONT ATTENDUS EN SENSIBLE RECU

En novembre, 17 % seulement des dirigeants de PME prévoient que leurs résultats 2012 auront été "bons" et 32 % "mauvais". L'indicateur courant de la rentabilité s'établit ainsi à - 15, contre - 2 en mai précédent de même que fin 2011.

RENTABILITÉ DES PME

Opinions des chefs d'entreprise en %



Source : OSEO

LE JUGEMENT EST ASSEZ VARIABLE D'UN SECTEUR À L'AUTRE

La rentabilité est partout estimée en fort recul sur un an. L'indicateur est le moins négatif dans le commerce de gros (- 7, contre + 6) et dans les services aux entreprises (- 10, au lieu de + 2).

L'appréciation des résultats se situe dans la moyenne dans l'industrie (- 15, vs - 1), les services aux particuliers (- 17, après - 7), le tourisme (- 18, contre + 6) et le commerce de détail (- 18, faisant suite à - 14).

La rentabilité est en revanche jugée très insuffisante et en sensible diminution dans le bâtiment (- 21, contre - 10 fin 2011), les transports (- 23, au lieu de - 12), et surtout le commerce et la réparation automobile (- 36, après - 23) ainsi que les travaux publics (- 36, au lieu de - 10).

L'OPINION SUR LA RENTABILITÉ EST MEILLEURE CHEZ LES ENTREPRISES TRÈS EXPORTATRICES

Les entreprises "fortement exportatrices" affichent un indicateur de la rentabilité courante à - 5 (après + 11 fin 2011). L'indicateur est plus négatif pour les PME "moyennement exportatrices" (- 15, au lieu de 0) et les "non exportatrices" (- 17, contre - 4).

Le jugement sur la rentabilité est en revanche indépendant de la taille de l'entreprise ou de son caractère innovant.

TRÉSORERIE DES PROCHAINS MOIS : TRÈS FORTE CRAINTE D'UN NOUVEAU DURCISSEMENT

En novembre, 32 % des PME s'attendent à une dégradation de l'état de la trésorerie au cours des six prochains mois, tandis que 8 % seulement prévoient un assouplissement. L'indicateur avancé de la trésorerie recule ainsi de 12 points en six mois. À - 24, cet indicateur prévisionnel est au plus bas depuis la mi-2009 [- 31].

LES CRAINTES DE TENSIONS SUR LES TRÉSORERIES SONT ÉLEVÉES DANS TOUS LES SECTEURS

Les plus fortes appréhensions de dégradation de la trésorerie proviennent des secteurs d'activité suivants :

- Tourisme : - 34, contre - 18 en mai précédent
- Travaux publics : - 33, après - 17
- Commerce et réparation automobile : - 32, vs - 22
- Commerce de détail : - 29, après - 21
- Bâtiment : - 28, succédant à - 15

Les craintes d'augmentation des difficultés de trésorerie sont moins élevées, quoique le plus souvent en hausse par rapport à mai, dans les autres secteurs :

- Transports : - 21, au lieu de - 12 six mois plus tôt
- Services aux entreprises : - 20, après - 9
- Commerce de gros : - 20, vs - 11
- Services aux particuliers : - 19, à comparer à - 24
- Industrie : - 19, contre - 8

LES ANTICIPATIONS D'UN NOUVEAU DURCISSEMENT SONT D'AUTANT PLUS IMPORTANTES QUE L'ENTREPRISE EST PETITE

L'indicateur de la trésorerie future ressort à - 28 dans les TPE, - 22 dans les entités de 10 à 19 salariés, - 18 dans celles de 20 à 49 salariés, - 13 dans les entreprises de 50 à 99 salariés et - 9 dans celles de 100 à 249 salariés.

LES PME TRÈS EXPORTATRICES ET CELLES QUI INNOVENT SONT UN PEU MOINS PESSIMISTES SUR L'ÉVOLUTION À VENIR DE LEUR TRÉSORERIE

L'indicateur prévisionnel de la trésorerie ressort à - 12 chez les entreprises "très exportatrices", contre - 21 chez les "moyennement exportatrices" et - 25 chez les "non exportatrices".

Par ailleurs, les PME innovantes affichent un indicateur avancé de la trésorerie à - 18, au lieu de - 26 pour les "non innovantes".

NOUVELLE BAISSÉ DES RÉSULTATS ANTICIPÉE POUR 2013

Fin 2012, 15 % seulement des dirigeants tablent sur une amélioration de la rentabilité en 2013, et 28 % sur une dégradation. L'indicateur prévisionnel de la rentabilité ressort ainsi à - 13, au lieu de - 4 en novembre 2011. Ceci est bien sûr lié à l'atonie de la demande.

LES CRAINTES DE DIMINUTION DE LA RENTABILITÉ EN 2013 SONT LES MOINS PRONONCÉES DANS L'INDUSTRIE ET LE COMMERCE DE GROS

L'indicateur prévisionnel est légèrement négatif dans les quatre secteurs suivants :

- Commerce de gros : - 6
- Industrie : - 7
- Services aux entreprises : - 8
- Services aux particuliers : - 13

Dans les autres secteurs d'activité, les craintes de recul des résultats sont plus prononcées :

- Tourisme : - 19
- Bâtiment : - 22
- Transports : - 23
- Commerce de détail : - 24
- Travaux publics : - 24
- Commerce et réparation automobile : - 26

LES ANTICIPATIONS D'ÉVOLUTION DE LA RENTABILITÉ SONT LES PLUS NÉGATIVES DANS LES TPE

En termes de taille salariale, l'indicateur prévisionnel de la rentabilité est le plus négatif dans les TPE [- 19] et dans les entreprises de 10 à 19 salariés [- 12]. Il est moins négatif dans celles de 20 à 49 salariés [- 7] et légèrement positif dans les moyennes entreprises qui emploient 50 à 249 salariés [+ 1].

LES ENTREPRISES EXPORTATRICES ET INNOVANTES SONT MOINS SOMBRES QUE LES AUTRES

L'indicateur avancé de la rentabilité est neutre, à + 1, chez les PME "fortement exportatrices", en ligne avec des perspectives assez positives d'évolution de l'activité en 2013. Il est par contre très négatif, à - 16, chez les "non exportatrices" et proche de l'équilibre, à - 2, chez les "moyennement exportatrices".

Il y a également un net clivage entre les entreprises qui ont innové au cours des trois dernières années, dont l'indicateur prévisionnel de la rentabilité ressort à - 1, et celles qui n'ont pas réellement innové, beaucoup plus pessimistes [- 19].

4/ Les investissements et leur financement

Deux fois par an, en mai puis en novembre, les entreprises du panel sont interrogées sur le montant de leurs dépenses d'investissement pour l'année civile en cours (année N). Ces investissements sont détaillés selon leur nature immobilière, mobilière ou incorporelle. Le plan de financement correspondant est également demandé.

Les dirigeants sont ensuite invités à indiquer l'évolution du montant des investissements de l'année N ("en hausse", "stable" ou "en baisse") par rapport à l'année précédente N-1, ce qui permet de bâtir un indicateur du volume d'investissement, en solde d'opinion. En outre, dans l'enquête de fin d'année, une première estimation de l'évolution prévue pour l'année suivante N+1 est sollicitée, toujours de façon qualitative.

SENSIBLE REcul DES INVESTISSEMENTS EN 2012

En novembre, 52 % des dirigeants annoncent des investissements en 2012, contre 55 % en 2011. Les PME ont donc été un peu moins nombreuses à investir en 2012.

En outre, 30 % des entreprises annoncent une baisse des dépenses d'investissement en 2012 et 24 % une progression, ce qui donne un indicateur courant du volume d'investissement négatif à -6, au lieu de +1 en 2011.

L'INVESTISSEMENT SE MAINTIENT À PEU PRÈS DANS L'INDUSTRIE, LE COMMERCE DE GROS, VOIRE LES SERVICES AUX ENTREPRISES

61 % des PME de l'industrie ont investi en 2012, soit pratiquement autant que l'année précédente (62 %). En outre, l'indicateur du volume d'investissement des PMI est presque à l'équilibre (-2). La combinaison des deux paramètres, fréquence et volume, indique également une stabilité de l'investissement dans le commerce de gros et un quasi-maintien dans les services aux entreprises.

Le volume des investissements chute fortement dans le bâtiment (indicateur à -20 après -11), le commerce et la réparation automobile (-18, contre +6) et les travaux publics (-15, vs -5). La contraction des dépenses d'investissement est un peu moins forte dans les autres secteurs : le tourisme (-14, après -6 en 2011), les services aux particuliers (-10, contre -5), les transports (-10, suite à +11) et le commerce de détail (-9, au lieu de -14).

INVESTISSEMENT EN 2012

PROPORTION D'ENTREPRISES AVANT INVESTI DANS L'ANNÉE (RAPPEL NOVEMBRE 2011)

Industrie	61 % (62 %) →
Bâtiment	46 % (51 %) ↓
Travaux publics	71 % (69 %) ↗
Commerce/réparation automobile	41 % (58 %) ↓
Commerce de gros	49 % (51 %) ↓
Commerce de détail	40 % (41 %) →
Transports	62 % (62 %) →
Tourisme	54 % (65 %) ↓
Services aux entreprises	50 % (53 %) ↓
Services aux particuliers	49 % (49 %) →

Ensemble 52 % (55 %) ↓

INDICATEUR DU VOLUME D'INVESTISSEMENT (RAPPEL NOVEMBRE 2011)

Industrie	-2 (+9) ↓
Bâtiment	-20 (-11) ↓
Travaux publics	-15 (-5) ↓
Commerce/réparation automobile	-18 (+6) ↓
Commerce de gros	+2 (+1) →
Commerce de détail	-9 (-14) ↗
Transports	-10 (+11) ↓
Tourisme	-14 (-6) ↓
Services aux entreprises	-2 (+3) ↓
Services aux particuliers	-10 (-5) ↓

Ensemble -6 (+1) ↓

Source: OSEO

Lecture: en novembre 2012, 61 % des PME de l'industrie déclarent des investissements en 2012, contre 62 % en novembre 2011 pour cette année-là. Toujours dans l'industrie, 28 % des entreprises annoncent des dépenses d'investissement en hausse par rapport à 2011, contre 30 % en baisse, ce qui donne un indicateur courant du volume d'investissement de -2. Cet indicateur est très inférieur à celui de novembre 2011 (+9).

Les flèches donnent le sens de la variation, d'une année sur l'autre, de la fréquence d'investissement et de l'indicateur du volume d'investissement.

LE RALENTISSEMENT DE L'INVESTISSEMENT TOUCHE TOUTES LES TAILLES D'ENTREPRISE

L'indicateur du volume d'investissement est proche de la moyenne de - 6, quelle que soit la taille salariale des PME. Le retournement de tendance depuis 2011 est particulièrement marqué pour les moyennes entreprises, leur indicateur ayant perdu 15 points, à - 5. Il perd 8 points, à - 4, pour les entités de 10 à 49 salariés et 5 points, à - 10, chez les TPE.

LES PME EXPORTATRICES ET INNOVANTES ONT AUTANT INVESTI EN 2012 QU'EN 2011

L'indicateur du volume d'investissement ressort à + 1 (après + 13) pour les entreprises "très exportatrices", tandis

qu'il est nul (suite à + 11) chez les "moyennement exportatrices". Il est par contre très négatif, à - 9 (vs - 2) pour les PME "non exportatrices".

De façon comparable, on note que les entreprises innovantes ont stabilisé leurs investissements en 2012, avec un indicateur à - 1 (après + 10 en 2011). Le recul s'est en revanche accéléré chez les non-innovantes (- 9, contre - 4).

2013 : LES INVESTISSEMENTS POURRAIENT DE NOUVEAU ÊTRE RÉDUITS

Les PME restent particulièrement attentistes en matière d'investissement : 45 % prévoient d'investir en 2013, contre 48 % fin 2011 pour 2012. La proportion est stable dans l'industrie (56 %), les travaux publics (67 %), le commerce de gros (44 %), voire les transports (51 %, + 2 points) et les services aux entreprises (45 %, - 2 points). Cette proportion est en revanche en recul dans les autres secteurs d'activité, notamment le tourisme (42 %, - 12 points), le bâtiment (33 %, - 7 points) et le commerce et la réparation automobile (32 %, - 6 points).

Quant à l'indicateur prévisionnel du volume d'investissement⁽⁴⁾ pour l'ensemble des PME, il perd 4 points sur un an, à + 10, retombant à son niveau historiquement bas de fin 2008. Les investissements devraient donc être encore réduits en 2013, par abandon, report de certains projets ou diminution de leur taille.

INSUFFISANCE DE LA DEMANDE ET FAIBLESSE DE LA RENTABILITÉ SONT LES PRINCIPAUX FREINS À L'INVESTISSEMENT

Six facteurs communément considérés comme des obstacles possibles à l'investissement sont régulièrement soumis à l'appréciation des dirigeants de PME.

L'insuffisance de la demande est toujours de loin le premier des freins, avec 68 % de citations, soit 6 points de plus qu'en mai précédent. La faiblesse de la rentabilité conserve le deuxième rang, mentionnée par 53 % des dirigeants (+ 6 points).

Suivent l'intensité de la concurrence (45 %, + 1 point) et le manque de fonds propres (42 %, + 2 points). Le coût du crédit (22 %, - 7 points) et l'endettement de l'entreprise (25 %, + 1 point) sont considérés comme des obstacles moins importants.

PRÉVISIONS D'INVESTISSEMENT POUR 2013

PROPORTION D'ENTREPRISES PRÉVOYANT D'INVESTIR (RAPPEL NOVEMBRE 2011)

Industrie	56 % (66 %) ↘
Construction	38 % (43 %) ↘
Commerce	39 % (41 %) ↘
Transports	51 % (49 %) ↗
Tourisme	42 % (54 %) ↘
Services	44 % (47 %) ↘
Ensemble	45 % (48 %) ↘

INDICATEUR AVANCÉ DU VOLUME D'INVESTISSEMENT (RAPPEL NOVEMBRE 2011)

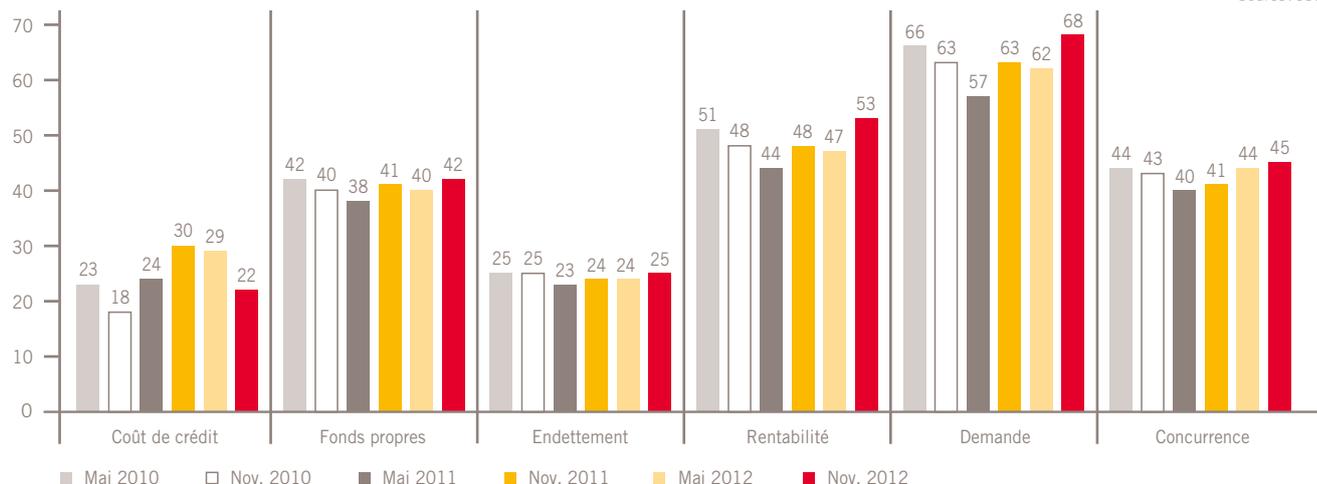
Industrie	+ 15 (+ 16) →
Construction	+ 2 (+ 9) ↘
Commerce	+ 12 (+ 16) ↘
Transports	+ 3 (+ 8) ↘
Tourisme	+ 9 (+ 13) ↘
Services	+ 13 (+ 14) →
Ensemble	+ 10 (+ 14) ↘

Source : OSEO

(4) En règle générale, un indicateur prévisionnel d'investissement ≤ à + 15 anticipe un repli, compris entre + 15 et + 20 une stabilité, et ≥ à + 20 une hausse.

OBSTACLES À L'INVESTISSEMENT en %

Source : OSEO



L'ACCÈS AU CRÉDIT À L'INVESTISSEMENT EST DIFFICILE POUR 1 PME SUR 10

À la question "Avez-vous rencontré des difficultés auprès des établissements financiers pour financer vos investissements au cours des 12 derniers mois ?"⁽⁵⁾ 11 % répondent par l'affirmative, contre 10 % fin 2011. Il n'y a donc pas vraiment d'accroissement des difficultés des PME pour accéder aux crédits à l'investissement.

La proportion est plus élevée que la moyenne dans le secteur du tourisme (18 %, contre 12 % fin 2011) et celui des travaux publics (18 %, au lieu de 9 %). À l'opposé, elle est plus faible dans le commerce de gros (8 %, contre 5 % fin 2011) et le bâtiment (8 %, après 10 %). Par contre, ni la taille salariale, ni les performances à l'exportation, ni l'innovation n'ont d'influence significative sur les difficultés d'accès aux concours financiers à l'investissement.

À ces 11 % d'entreprises disant avoir eu des difficultés, il était demandé de cocher les causes de celles-ci parmi la liste suivante (possibilité de réponses multiples) :

- 63 % Fragilité financière de l'entreprise
- 35 % Secteur d'activité considéré comme trop risqué
- 19 % Secteur d'activité méconnu des banques
- 18 % Nature essentiellement immatérielle des projets

Comme précédemment, la fragilité financière de l'entreprise apparaît comme la principale cause de refus, total ou partiel, des concours sollicités.

STABILITÉ DE L'AUTOFINANCEMENT À UN ASSEZ HAUT NIVEAU

Dans un contexte de sensible recul des dépenses d'investissement en 2012, la part relative des différents modes de financement est quasi identique à celle de l'année précédente.

Le poids de l'autofinancement⁽⁶⁾ reste élevé, soit 44 % des besoins de financement en moyenne. Parmi les ressources externes, le crédit bancaire à moyen terme occupe la première place, avec une part de 33 %. Il est suivi par le crédit-bail mobilier, à 17 %. La part relative des financements à long terme, crédit bancaire à plus de 7 ans et crédit-bail immobilier n'est que de 6 %. En effet, ces concours les plus longs servent principalement au financement de programmes immobiliers lourds, relativement peu fréquents mais de montants unitaires importants.

(5) Question introduite dans la 52^e enquête datée de janvier 2011.

(6) Autofinancement des investissements = (financement sur ressources propres de l'entreprise) + (apports des associés ou de la société mère) + (aides, subventions et indemnités d'assurance).

INVESTISSEMENTS DE 2012 ET MODES DE FINANCEMENT (base : 2 399 PME ayant déclaré des investissements)

Répartition des investissements par nature	(rappel nov. 2011)	Plan de financement moyen	(rappel nov. 2011)
IMMOBILIERS (terrains, constructions, locaux existants, aménagements)	38 % [36 %]	AUTOFINANCEMENT (y compris apports en fonds propres et subventions)	44 % [44 %]
MOBILIERS (matériels, véhicules, équipements divers...)	53 % [56 %]	CRÉDIT BANCAIRE moyen terme (2 à 7 ans) long terme (8 ans et plus)	38 % [38 %] 33 % [32 %] 5 % [6 %]
INCORPORELS (fonds de commerce, brevets, licences, logiciels)	9 % [8 %]	CRÉDIT-BAIL MOBILIER ET LOCATION FINANCIÈRE	17 % [17 %]
		CRÉDIT-BAIL IMMOBILIER	1 % [1 %]
Montant global investi	100 % [100 %]	Total	100 % [100 %]

5/ Les secteurs d'activité

INDUSTRIE

STAGNATION DE L'ACTIVITÉ ET FLÉCHISSEMENT DE L'INVESTISSEMENT

SEUL L'AGROALIMENTAIRE CONSERVE UN CERTAIN DYNAMISME

Agroalimentaire : le CA de 2012 est estimé en progression de + 3,7 % en moyenne, presque autant qu'en 2011 (+ 4,8 %). Les carnets de commandes sont relativement bien garnis, avec un indicateur courant⁽⁷⁾ à - 8, après - 9. Cependant, la demande ralentit, l'indicateur prévisionnel des commandes pour les six prochains mois perdant 10 points, à - 5. Les anticipations d'évolution de l'activité en 2013 sont peu optimistes, l'indicateur avancé ressortant à + 10, à comparer à + 33 fin 2011.

Biens intermédiaires : l'activité a calé en 2012, le CA étant estimé en recul de - 1 %, après la vive hausse de l'année précédente (+ 9 %). Les carnets de commandes se sont beaucoup amincis depuis fin 2011, l'indicateur courant ayant reculé de 29 points, à - 33. La tendance reste à la baisse, avec un indicateur prévisionnel des commandes à - 18. L'activité pourrait plus sensiblement reculer en 2013, l'indicateur avancé de novembre étant au plus bas depuis 2008, à - 7.

Biens d'équipement : la croissance moyenne du chiffre d'affaires s'est limitée à + 1,2 % en 2012, contre + 8,2 % en 2011. Les carnets de commandes en portefeuille se sont nettement dégonflés depuis fin 2011, l'indicateur courant ayant perdu 23 points, à - 17. La demande est perçue en repli, l'indicateur prévisionnel des commandes perdant 6 points supplémentaires depuis mai, à - 14. Dans ce contexte, les anticipations d'évolution de l'activité en 2013 sont pessimistes, avec un indicateur avancé négatif pour la première fois depuis 2008, à - 2.

Biens de consommation : l'activité s'est retournée en 2012, le CA étant annoncé en recul de - 1,9 % en moyenne, après + 2,9 % en 2011. Les carnets de commandes sont au plus bas depuis fin 2009, avec un indicateur courant à - 44, après - 33 en mai. La demande devrait continuer à fléchir, l'indicateur prévisionnel étant de plus en plus négatif à - 9. En toute logique, les prévisions d'activité pour 2013 sont mauvaises, l'indicateur avancé à + 7 se rapprochant du point bas de 2008 (- 6).

LES PMI TRÈS EXPORTATRICES⁽⁸⁾ SONT PARVENUES À MAINTENIR UNE FAIBLE CROISSANCE

Les PMI réalisant plus du quart de leur activité à l'international déclarent une hausse de + 3,3 % en moyenne de leur CA en 2012, contre une stagnation (+ 0,1 %) pour les "moyennement exportatrices" et une baisse de - 0,8 % pour les "non exportatrices". La demande est prévue en recul au premier semestre 2013, faiblement par les "très exportatrices", avec un indicateur prévisionnel des carnets de commandes à - 2, mais beaucoup plus fortement par les PMI "non exportatrices" (indicateur à - 20). En fin de compte, les PMI "très exportatrices" anticipent une petite progression de leur activité en 2013 (indicateur avancé à + 14), tandis que celles qui n'exportent pas s'attendent à une légère diminution (indicateur à - 8).

INDICATEURS PRÉVISIONNELS DES PMI

Solde des pourcentages d'opinions
"en hausse" moins "en baisse"

(Part des PMI concernées)	CARNETS DE COMMANDES DES 6 PROCHAINS MOIS		ACTIVITÉ EN 2013	
		TOTAL		TOTAL
"fortement exportatrices" (17 %)	- 2	- 15	+ 14	- 2
"moyennement exportatrices" (18 %)	- 8		+ 6	
"non exportatrices" (65 %)	- 20		- 8	
"innovantes" (47 %)	- 3	- 15	+ 10	- 2
"non innovantes" (53 %)	- 27		- 17	

L'INNOVATION⁽⁹⁾ FREINE QUELQUE PEU LA DÉCÉLÉRATION

Les PMI "innovantes" annoncent une progression de + 1,1 % en moyenne de leur chiffre d'affaires 2012 (après + 9,1 % en 2011), contre une baisse de - 1,2 % pour les "non innovantes" (après + 5,8 %). Les "innovantes" s'attendent à une certaine résistance de la demande à court terme, avec un indicateur avancé des carnets de commandes presque à l'équilibre, à - 3, tandis qu'il est fortement négatif, à - 27, pour les "non innovantes". C'est pourquoi les premières escomptent une légère croissance de leur activité en 2013, avec un indicateur avancé à + 10, alors que les secondes craignent un sensible recul (- 17).

[7] Indicateur courant des carnets de commandes : c'est la différence entre les pourcentages des opinions "bien garni" et "faible".

[8] Cf. définition dans la méthodologie p. 22.

[9] Cf. définition dans la méthodologie p. 22.

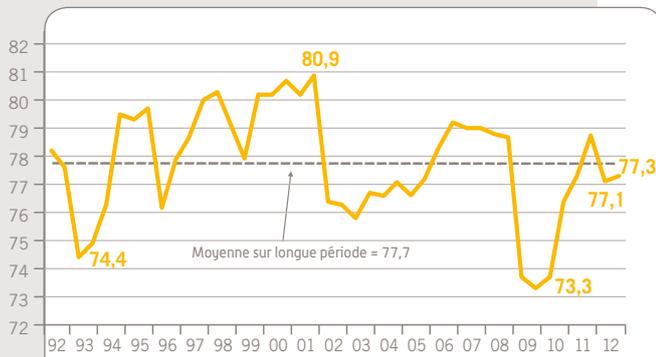
LES PMI RÉDUISENT UN PEU LEURS INVESTISSEMENTS

61 % des PMI disent avoir investi en 2012, contre 62 % en 2011. De plus, l'indicateur courant du volume d'investissement est négatif, à -2, pour la première fois depuis fin 2010. Il était à +9 fin 2011.

Le taux d'utilisation des capacités de production ne baisse plus mais, à 77,3 %, il reste un peu inférieur à la moyenne de long terme.

TAUX MOYEN D'UTILISATION DES CAPACITÉS INDUSTRIELLES

En % des capacités totales disponibles



Source : OSEO

Selon l'indicateur courant d'investissement pour 2012, le volume d'investissement s'est stabilisé dans la branche des biens d'équipement et celle des biens intermédiaires (indicateur nul). Les investissements ont par contre un peu diminué dans le secteur des biens de consommation (-4), plus nettement dans celui de l'agroalimentaire (-11).

Les anticipations sectorielles pour 2013 reproduisent à peu près celles de fin 2011 pour 2012, qui étaient médiocres. À 56 % en moyenne, la proportion de PMI pensant investir en 2013 est faible comme un an plus tôt, alors qu'elle atteignait 59 % fin 2010 pour 2011. De même, l'indicateur prévisionnel en volume est vraiment bas, à +15, contre +26 fin 2010 et +16 fin 2011. Il faudrait qu'il atteigne au moins +20 pour que se concrétise une hausse effective en 2013.

PRÉVISIONS D'INVESTISSEMENT DES PMI POUR 2013

PROPORTION D'ENTREPRISES PRÉVOYANT D'INVESTIR (RAPPEL NOV. 2011) **INDICATEUR DU VOLUME D'INVESTISSEMENT** (RAPPEL NOV. 2011)

Agroalimentaire	56 % [56 %] →	+12 (+22) ↘
Biens intermédiaires	59 % [58 %] →	+14 (+14) →
Biens d'équipement	52 % [57 %] ↘	+17 (+20) ↘
Biens de consommation	56 % [45 %] ↗	+15 (+11) ↗
Ensemble industrie	56 % [56 %] →	+15 (+16) →

Source : OSEO

Lecture : en novembre 2012, 56 % des PMI prévoient de faire des investissements en 2013. En termes de volume d'investissement, 27 % pensent investir plus qu'en 2012 et 12 % moins, ce qui donne un indicateur avancé en solde d'opinion de +15, pratiquement identique à celui de novembre 2011 qui était déjà médiocre (+16).

Pour la première fois depuis 2009, les PMI exportatrices n'ont pas investi plus que les autres. Leurs prévisions d'investissement en 2013 sont toutefois plus élevées que celles des "non exportatrices", avec un indicateur prévisionnel en volume de respectivement +23 et +11.

Par ailleurs, les entreprises industrielles "innovantes" ont un peu plus investi que les autres en 2012, leur indicateur courant d'investissement étant supérieur de 8 points, à +6. Elles sont également un peu plus volontaristes dans leurs anticipations d'investissement en 2013, avec un indicateur avancé de +17, à comparer à +13 pour les "non innovantes".

LES EFFECTIFS SE STABILISENT APRÈS DEUX ANS DE PROGRESSION

Conséquence du ralentissement de l'activité, la progression des effectifs des PMI pérennes⁽¹⁰⁾ a beaucoup ralenti en 2012, l'indicateur courant de l'emploi ayant perdu 16 points en douze mois, à +3. À ce niveau, il se situe dans la moyenne des PME (+2).

D'un point de vue sectoriel, les effectifs apparaissent stables sur un an dans l'agroalimentaire (indicateur +1, après +24 fin 2011) et les biens intermédiaires (+1, vs +23). Ils augmentent encore dans la branche des biens d'équipement (+9, suite à +17), mais diminuent dans celle des biens de consommation (-8, contre +10).

En termes de taille salariale, les effectifs ont reculé dans les PMI de 1 à 19 salariés (indicateur courant à -5), tandis qu'ils ont augmenté chez celles de 20 à 49 salariés (+13) et chez celles employant 50 à 249 salariés (+5).

En 2012, les effectifs ont continué de progresser un peu dans les PMI innovantes (indicateur courant à +8, mais +23 fin 2011) et chez celles qui exportent (+7, après +27). En revanche, l'emploi s'est effrité chez les "non innovantes" (-3, au lieu de +16) et s'est tout juste maintenu chez les "non exportatrices" (indicateur nul, contre +16).

Les anticipations d'évolution des effectifs en 2013 sont quasiment nulles, avec un indicateur avancé à +2 pour l'ensemble des PMI. En matière de secteur d'activité, les intentions d'embauche sont légèrement au-dessus de la moyenne dans la branche des biens d'équipement (+6) et un peu en dessous dans celle de l'agroalimentaire (-4).

En termes de taille salariale, les anticipations d'évolution des effectifs en 2013 sont très voisines de la moyenne (+2), sauf pour les PMI employant 100 à 249 salariés qui pensent plutôt les réduire, avec un indicateur avancé de l'emploi à -15.

Enfin, les prévisions sont positives chez les PMI "fortement exportatrices" (indicateur avancé à +11) ou "moyennement exportatrices" (+7), de même que chez celles qui innover (+9). À l'opposé, elles sont légèrement négatives chez les "non exportatrices" (-2) et les "non innovantes" (-5).

⁽¹⁰⁾ Par construction, l'enquête ne tient pas compte des entreprises ayant disparu par liquidation, cessation simple ou absorption. *A contrario*, elle ne permet pas non plus de distinguer l'évolution due à des opérations de croissance externe, c'est-à-dire par absorption de tout ou partie d'autres entreprises le cas échéant.

CONSTRUCTION

ACTIVITÉ ET SITUATION FINANCIÈRE SE DÉGRADENT

L'ACTIVITÉ A PIÉTINÉ EN 2012 ET LES ANTICIPATIONS POUR 2013 SONT TRÈS SOMBRES

En novembre, les PME du **bâtiment** annoncent une très légère hausse de leur chiffre d'affaires pour l'exercice qui s'achève, soit + 0,2 % en moyenne, alors que six mois plus tôt, elles pronostiquaient un recul de - 0,6 %. La hausse atteignait + 3 % en 2011.

Les carnets d'ordre se sont beaucoup dégarnis depuis mai 2012, l'indicateur courant étant tombé de - 7 à - 20 en novembre. De plus, les chantiers devraient continuer à se raréfier en 2013, l'indicateur prévisionnel des carnets des six prochains mois ayant perdu 18 points, à - 30, soit un plus bas depuis fin 2008 (- 43).

En conséquence, les anticipations d'évolution de l'activité en 2013 sont pessimistes, avec un indicateur avancé à - 24, son niveau le plus négatif depuis novembre 2008 (- 45).

Dans les **travaux publics**, l'activité s'est repliée en 2012 de 1 % en moyenne, en valeur nominale, au lieu de - 2,2 % prévus en mai précédent. En 2011, il y avait eu une hausse estimée à + 2,7 %. À la veille de la saison froide, les carnets de commande de travaux sont encore moins épais que fin 2011, avec un indicateur courant inférieur de 11 points, à - 21. Les chantiers sont attendus en forte baisse en 2013, l'indicateur prévisionnel ressortant à - 38, un plus bas depuis fin 2008 (- 50).

En toute logique, les PME de travaux publics anticipent une forte chute de leur activité en 2013, l'indicateur avancé qui s'établit à - 32 étant également au plus bas depuis 2008 (- 50).

LES EFFECTIFS SONT EN DIMINUTION

19 % des dirigeants du bâtiment déclarent avoir augmenté leurs effectifs sur les dix premiers mois de 2012, tandis que 25 % les auraient réduits. L'indicateur courant de l'emploi (hors intérim) est donc négatif, à - 6, son niveau le plus négatif depuis fin 2009 (- 11). De nombreux postes pourraient être supprimés en 2013, l'indicateur avancé de l'emploi ressortant à - 10, au lieu de zéro fin 2011.

Les entreprises des travaux publics ont dans leur ensemble conservé leurs effectifs en 2012, avec un indicateur courant de l'emploi salarié à + 2 en fin d'année. Cependant, pour 2013, les anticipations de création de postes sont inférieures à celles des suppressions. À - 10, l'indicateur avancé de l'emploi est historiquement bas (0 fin 2011).

LA SITUATION FINANCIÈRE SE FRAGILISE UN PEU PLUS

La situation de la trésorerie des PME du bâtiment reste très tendue : 47 % des entreprises indiquent avoir rencontré des difficultés au cours des six derniers mois, contre 48 % en mai précédent. Surtout, les prévisions d'évolution à court terme sont très pessimistes, avec un indicateur prévisionnel de la trésorerie à - 28, contre - 15 six mois plus tôt et - 14 fin 2011.

Dans les travaux publics, l'état de la trésorerie récente est considéré difficile par 49 % des entreprises, soit 8 points de plus qu'en mai et 11 points de plus sur un an. Un net durcissement dans les premiers mois de 2013 est à craindre, l'indicateur avancé de la trésorerie reculant de 16 points par rapport à mai. À - 33, cet indicateur est au plus bas depuis mai 2009.

Après être vivement remonté en 2011, le jugement sur la rentabilité récente est de nouveau très négatif. Sur un an, l'indicateur courant perd 11 points dans le bâtiment, à - 21, et chute de 26 points dans les TP, à - 36. Conséquence de la contraction de l'activité attendue en 2013, les résultats à venir pour l'exercice qui démarre sont eux-mêmes prévus en sensible baisse, avec un indicateur avancé de la rentabilité à - 22 dans le bâtiment et - 24 dans les travaux publics.

COMMERCE

TOUTES LES BRANCHES DU COMMERCE CONNAISSENT UNE FORTE DÉCÉLÉRATION DE L'ACTIVITÉ

COMMERCE DE GROS : L'ESOUFFLEMENT DE L'ACTIVITÉ PÈSE SUR LES RÉSULTATS

Les PME du secteur se ressentent fortement du ralentissement général de l'activité. La croissance moyenne du CA a perdu 5 points en un an, à + 0,6 % seulement. Les carnets de commandes se sont encore amincis au cours des six derniers mois, l'indicateur ayant reculé de 8 points, à - 24. La demande continue à fléchir, l'indicateur prévisionnel des commandes ressortant à - 15, après - 3 en mai. Les anticipations d'évolution de l'activité en 2013 sont donc très prudentes, quoiqu'encore positives, avec un indicateur avancé à + 6 seulement.

Les effectifs continuent de progresser, l'indicateur courant d'emploi ne perdant que 2 points depuis fin 2011, à + 12, niveau le meilleur de tous les secteurs d'activité. Les embauches devraient toutefois ralentir quelque peu en 2013, avec un indicateur avancé de l'emploi à + 7, au lieu de + 11 en novembre 2011.

Signe de l'augmentation générale des délais de paiement, les difficultés de trésorerie sont en hausse de 5 points en six mois, avec 36 % de citations, soit presque autant que la moyenne des PME (40 %). Les craintes de durcissement de la situation de trésorerie sont élevées, l'indicateur prévisionnel étant tombé à - 20 en novembre, contre - 11 en mai.

Les résultats de l'exercice 2012 sont attendus en sensible recul, avec un indicateur de la rentabilité à - 7, contre + 9 en mai dernier pour les résultats de 2011. Conséquence de la décélération de l'activité et des difficultés croissantes de trésorerie, les perspectives d'évolution de la rentabilité en 2013 sont négatives, avec un indicateur prévisionnel à - 6.

COMMERCE DE DÉTAIL : UNE SENSIBLE DÉCÉLÉRATION DES VENTES

Pour la première fois depuis 2009, le CA annuel des PME de la branche est en recul en 2012, de - 1,2 % en moyenne. Les anticipations pour 2013 sont très sombres, l'indicateur avancé de l'activité s'établissant à - 16, contre - 8 pour l'ensemble des PME.

Les entreprises ont légèrement réduit leurs effectifs en 2012, l'indicateur courant de l'emploi perdant 4 points sur douze mois, à - 7. La baisse pourrait s'accroître en 2013, avec un indicateur prévisionnel à - 9, contre 0 tous secteurs confondus.

Les tensions sur les trésoreries ont un peu diminué depuis mai, citées par 42 % des entreprises (- 5 points). Cependant, les dirigeants craignent un réel durcissement à court terme de l'état des trésoreries, l'indicateur prévisionnel chutant de 8 points en six mois, à - 29.

Les résultats de l'exercice 2012 sont estimés inférieurs à ceux de 2011, l'indicateur courant perdant 12 points en six mois, à - 18. Dans un contexte de profonde atonie de la demande, les anticipations d'évolution de la rentabilité en 2013 sont très négatives, l'indicateur prévisionnel s'affichant à - 24, au lieu de - 9 douze mois auparavant.

COMMERCE ET RÉPARATION AUTOMOBILE : LA SÉVÉRITÉ DE LA CRISE NÉCESSITE DES AJUSTEMENTS IMPORTANTS

En novembre, les entreprises du secteur évaluent à - 3,8 % en moyenne la contraction de leur CA en 2012. Les carnets de commandes sont historiquement bas, l'indicateur ayant de nouveau perdu 11 points depuis mai, à - 58. La demande est toujours perçue en déclin, l'indicateur avancé des commandes reculant encore de 10 points, à - 31. En conséquence, les prévisions d'activité pour 2013 sont très négatives, avec un indicateur prévisionnel à - 24.

Face au recul de l'activité, les effectifs ont dû être réduits en 2012, l'indicateur courant de l'emploi ressortant à - 15, contre + 3 fin 2011. Les suppressions de postes devraient s'accroître en 2013, l'indicateur avancé plongeant de 14 points en un an, à - 17.

Malgré l'ajustement des effectifs, les difficultés de trésorerie se sont accrues depuis mai, avec 48 % de citations, en augmentation de 8 points. Les dirigeants redoutent un durcissement début 2013, l'indicateur de la trésorerie future tombant à - 32, après - 22 en mai précédent.

Le jugement sur la rentabilité de l'exercice qui s'achève est au plus bas, avec un indicateur à - 36. Sans surprise, les anticipations d'évolution des résultats en 2013 sont très pessimistes, avec un indicateur prévisionnel à - 26.

TRANSPORTS

DE FORTES INQUIÉTUDES POUR 2013

RECU ANNONCÉ DE L'ACTIVITÉ ET DES EFFECTIFS

Comme anticipé fin 2011, l'activité a diminué en 2012, avec une baisse moyenne du CA estimée à - 0,3 %, après les hausses de + 2,3 % en 2010 et + 6,3 % en 2011. Les carnets de commandes sont au plus bas depuis fin 2009, l'indicateur courant perdant 9 points supplémentaires depuis mai, à - 32. En outre, ils pourraient diminuer fortement dans les mois à venir, l'indicateur prévisionnel étant au plus bas, à - 31. Dans ce contexte, l'activité devrait sensiblement fléchir en 2013, avec un indicateur avancé à - 16.

Les PME des transports ont légèrement réduit leurs effectifs en 2012, l'indicateur courant étant négatif à - 2, contre + 12 fin 2011. Les suppressions de postes vont sans doute s'accélérer en 2013, au vu de l'indicateur avancé de l'emploi tombé à - 11.

UNE SITUATION FINANCIÈRE MISE À MAL PAR LA DÉCÉLÉRATION DE L'ACTIVITÉ

Fin 2011, les trésoreries sont aussi serrées qu'en mai, avec 42 % des entreprises annonçant des difficultés. L'indicateur prévisionnel de la trésorerie perd 9 points en six mois, à - 21, ce qui présage une montée des tensions de trésorerie dans les premiers mois de 2013.

Les résultats de l'exercice 2012 sont estimés en baisse, l'indicateur courant de la rentabilité se situant à - 23, contre - 12 fin 2011. Avec le déclin attendu de l'activité en 2013, la rentabilité pourrait fléchir un peu plus, l'indicateur avancé baissant de 10 points en six mois, à - 23.

COMPRESSION DES INVESTISSEMENTS

Après avoir bien progressé en 2011, les investissements ont été sensiblement réduits en 2012, l'indicateur courant du volume d'investissement retombant en un an de + 11 à - 10. Les investissements pourraient de nouveau régresser en 2013, avec un indicateur prévisionnel particulièrement médiocre à + 3, contre + 8 fin 2011.

TOURISME

RETOUR DES DIFFICULTÉS

L'ACTIVITÉ RECULE SENSIBLEMENT

Les PME du secteur sont touchées de plein fouet par la baisse des dépenses des ménages et la prudence des entreprises. Le CA 2012 est estimé avoir diminué de - 2,0 % en moyenne, un peu moins toutefois qu'en 2009 (- 3,3 %). Les carnets de réservations, pour les entreprises concernées, sont au plus bas depuis la mi-2009, avec un indicateur à - 34, après - 26 en mai. La tendance reste à la baisse, l'indicateur avancé perdant encore 15 points en six mois, à - 25. Très logiquement, les entreprises anticipent une poursuite de la dégradation de l'activité en 2013, l'indicateur avancé étant négatif pour la première fois depuis 2008, à - 14.

LES SUPPRESSIONS DE POSTES SE MULTIPLIENT

Les effectifs ont été sensiblement réduits en 2012, l'indicateur courant de l'emploi achevant l'année à - 6, contre + 3 fin 2011. L'érosion pourrait s'accélérer en 2013, avec un indicateur prévisionnel historiquement bas, à - 15.

VIVE INQUIÉTUDE SUR LES PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION DE LA TRÉSORERIE

Les difficultés de trésorerie sont demeurées très importantes au cours des six derniers mois, mentionnées par 45 % des entreprises, contre 47 % en mai précédent. Les craintes d'un net resserrement sont très vives, avec un indicateur prévisionnel à - 34, au plus bas de tous les secteurs. D'ailleurs, 33 % des dirigeants disent avoir rencontré des difficultés d'accès aux crédits d'exploitation, soit 4 points de plus qu'en mai. C'est la proportion la plus élevée de tous les secteurs d'activité.

Les résultats de 2012 sont attendus en sensible repli par rapport à 2011 : l'indicateur de la rentabilité courante perd 24 points sur douze mois, à - 18, contre - 15 tous secteurs confondus. Les anticipations pour 2013 sont bien entendu négatives, l'indicateur avancé de la rentabilité s'affichant à - 19.

RÉDUCTION DES INVESTISSEMENTS

Les PME du tourisme disent avoir diminué le volume de leurs investissements en 2012, l'indicateur courant ressortant à - 14, après - 6 fin 2011. Les prévisions d'investissement en 2013 sont très modérées, avec un indicateur avancé à + 9, le plus faible depuis 2005.

SERVICES

SEULES LES ENTREPRISES INNOVANTES CONSERVENT UN CERTAIN OPTIMISME POUR 2013

SERVICES AUX ENTREPRISES : LES "INNOVANTES" AFFRONTENT MIEUX LA CRISE QUE LES AUTRES

Les PME des services aux entreprises⁽¹¹⁾ estiment à - 0,3 % en moyenne l'évolution de leur chiffre d'affaires en 2012, contre + 4,8 % en 2011. La décélération est aussi forte dans les entreprises "innovantes"⁽¹²⁾ que dans les "non innovantes", mais les premières maintiennent un peu de croissance, soit + 2,0 % (vs + 7,8 % en 2011), alors que les autres ont un CA 2012 annoncé en recul de - 2,1 % en moyenne (après + 2,7 %). L'écart devrait perdurer en 2013, les entreprises "innovantes" ayant un indicateur avancé de l'activité encore positif, à + 18, alors qu'il est négatif, à - 15, pour les "non innovantes".

Les effectifs ont continué à croître parmi les "innovantes", certes à un rythme moins rapide qu'en 2011, avec un indicateur courant de l'emploi à + 17 en novembre 2012 contre + 28 douze mois auparavant. En revanche, très peu de postes nouveaux ont été créés par les PME "non innovantes" de la branche, dont l'indicateur s'affiche à + 2, après + 11 fin 2011. Les anticipations pour 2013 sont également très contrastées, les "innovantes" envisageant à nouveau d'embaucher, avec un indicateur prévisionnel très positif à + 21, tandis que les autres pensent à peine maintenir le nombre de leurs salariés, affichant un indicateur avancé légèrement négatif à - 2.

En ce qui concerne leur situation de trésorerie, 36 % des PME des services aux entreprises ont connu des difficultés au cours des six derniers mois, soit 7 points de plus qu'en mai. Le durcissement des trésoreries est aussi fort chez les "innovantes", à 38 % (+ 6 points en six mois), que chez les "non innovantes", à 35 % (+ 8 points). Les craintes d'une nouvelle progression des tensions sur les trésoreries sont un peu moins élevées chez celles qui font de l'innovation, avec un indicateur prévisionnel à - 14, que chez celles qui n'ont pas véritablement innové au cours des trois dernières années, où il s'affiche à - 26.

Les résultats financiers de l'exercice 2012 sont estimés en sensible recul par les deux catégories de PME de services aux entreprises. Pour les "innovantes", l'indicateur de la rentabilité courante perd 9 points en un an, à - 9, tandis qu'il diminue de 15 points, à - 11, chez les autres. En revanche, les premières espèrent stopper l'effritement des résultats en 2013, avec un indicateur prévisionnel à + 6, alors que les secondes craignent un nouveau dérapage, leur indicateur avancé de la rentabilité étant très négatif, à - 19.

LES SERVICES AUX PARTICULIERS⁽¹³⁾ RESSENTENT UNE NETTE DÉGRADATION DE LEUR SITUATION FINANCIÈRE

Les entreprises du secteur évaluent à + 0,8 % en moyenne la progression de leur chiffre d'affaires en 2012, à comparer à une hausse de + 2,3 % en 2011. Le ralentissement est donc plus faible que dans les autres secteurs d'activité, y compris celui du commerce de détail où les ventes auraient diminué de - 1,2 % en 2012, après avoir crû de + 1,3 % en 2011. Toutefois, un certain effritement de l'activité est attendu en 2013 par les PME des services aux particuliers, l'indicateur avancé ressortant à - 5.

Malgré la mollesse de l'activité, les effectifs ont continué à augmenter selon l'indicateur courant de l'emploi qui s'établit à + 5, comme fin 2011. Un simple maintien des effectifs est prévu pour 2013, avec un indicateur avancé nul, contre + 10 fin 2011.

Les entreprises de services aux particuliers ne sont pas épargnées par la montée des difficultés de trésorerie, citées par 42 % des PME, contre 40 % en mai et 35 % seulement fin 2011. La situation pourrait se dégrader un peu plus à court terme, l'indicateur prévisionnel étant très négatif, à - 19, soit presque aussi mal orienté que pour l'ensemble des PME (- 24).

La rentabilité est estimée avoir nettement diminué en 2012, l'indicateur courant perdant 10 points en un an, à - 17, à comparer à - 15 tous secteurs confondus. Les dirigeants anticipent une nouvelle baisse des résultats en 2013, avec un indicateur avancé très négatif, à - 13 (idem moyenne des PME).

[11] Principaux services aux entreprises : location sans opérateur, services informatiques, recherche et développement, services rendus principalement aux entreprises (activités juridiques, comptables et de conseil de gestion, activités d'architecture et d'ingénierie, publicité, activités de nettoyage...).

[12] 44% des entreprises des services aux entreprises figurant dans l'échantillon sont classées "innovantes" et 56% "non innovantes". Cf. qualification des entreprises innovantes dans la méthodologie p.22.

[13] Principaux services aux particuliers : santé, enseignement, activités récréatives, artistiques et sportives, et services personnels (coiffure, blanchisserie...).

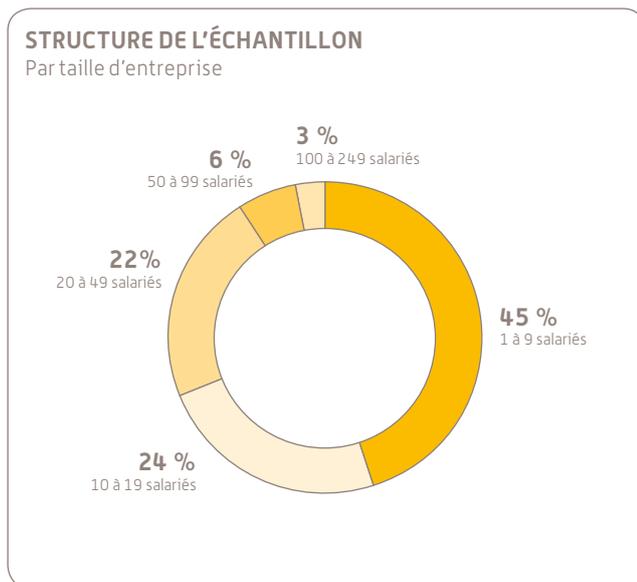
6/Méthodologie

L'enquête semestrielle d'OSEO a été initiée en 1985, le sondage étant effectué chaque année en mai et novembre.

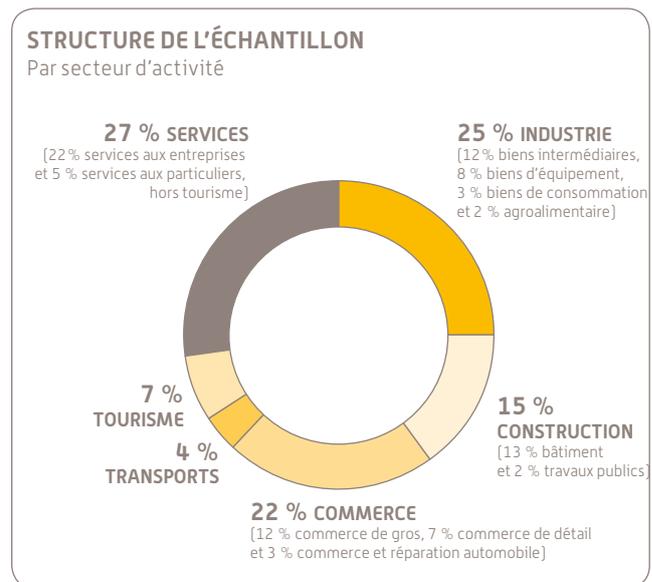
Pour cette 56^e édition, 28 000 entreprises de 1 à moins de 250 salariés ont été interrogées à l'aide d'un questionnaire adressé par voie soit postale, soit électronique.

L'analyse porte sur les 4 580 premières réponses jugées complètes et fiables, après relecture et contrôles systématiques, reçues entre le 9 novembre et le 30 novembre 2012.

L'échantillon est largement dispersé en termes de taille d'entreprise, de secteur d'activité et de localisation géographique. Ceci assure une très bonne représentativité de la population de référence, constituée par les quelque 1,2 million d'entreprises employant de 1 à 249 salariés et appartenant à tous les secteurs d'activité, excepté l'agriculture [champ ICS de l'Insee].



Source : OSEO



Source : OSEO

INDICATEUR OU SOLDE D'OPINION

Les indicateurs calculés en solde d'opinion sont d'usage classique dans les enquêtes de conjoncture pour suivre dans le temps l'évolution de l'appréciation des principaux paramètres socio-économiques (activité, emploi, exportations, investissements...) et financiers (trésorerie, accès au crédit, rentabilité...).

Ils correspondent à des soldes de pourcentages d'opinions opposées :

- Indicateur en évolution = $[(x \% \text{ "en hausse"}) - (y \% \text{ "en baisse"})] \times 100$

- Indicateur en niveau = $[(x \% \text{ "bon/aisé"}) - (y \% \text{ "mauvais/difficile"})] \times 100$

QUALIFICATION ENTREPRISES INNOVANTES

Une entreprise est qualifiée "innovante" si elle a réalisé au moins une des 5 mesures suivantes au cours des 3 dernières années :

- financé des frais de recherche et développement (interne ou externe) ou recruté du personnel de R&D ;
- acquis une licence d'exploitation d'un procédé ou d'une technologie ;
- déposé un brevet, une marque, un dessin ou un modèle ;
- développé pour le compte de tiers un produit ou procédé (prestation) nouveau ou significativement amélioré ;
- commercialisé un nouveau produit, bien ou service, (hors simple revente de produits nouveaux achetés à d'autres entreprises et hors modifications esthétiques ou de conditionnement de produits précédemment existants) ou utilisé un nouveau procédé (ou méthode) de production, de commercialisation ou d'organisation. De plus, aucun produit ou procédé analogue n'était déjà commercialisé ou utilisé par des concurrents.

Dans l'échantillon, 35 % des entreprises sont "innovantes" et 65 % "non innovantes".

QUALIFICATION DES ENTREPRISES EXPORTATRICES

- Sont qualifiées "**fortement exportatrices**" les 10 % des entreprises de l'échantillon qui font plus du quart de leur activité à l'international.
- Les "**moyennement exportatrices**", réalisant entre 6 % et 25 % de leur CA à l'export, constituent 11 % de l'échantillon.
- Le solde, soit 79 % du total de l'échantillon, dites "**non exportatrices**" par convention, sont les entreprises qui n'exportent pas (60 %) ou font moins de 6 % de leur CA à l'international (19 %).

DÉCLINAISONS RÉGIONALES

Cette enquête a fait l'objet de déclinaisons régionales. Les tendances 2012 et les prévisions 2013 des principaux indicateurs sont présentées pour les régions Alsace, Aquitaine, Bourgogne, Bretagne, Centre, Île-de-France, Languedoc-Roussillon, Lorraine, Midi-Pyrénées, Nord-Pas-de-Calais, PACA, Pays de la Loire, Poitou-Charentes et Rhône-Alpes.

Ces fiches sont consultables sur oseo.fr

OSEO

27-31 avenue du Général Leclerc – 94710 Maisons-Alfort Cedex
Tél.: 01 41 79 80 00

oseo.fr

Réf. 6801-17 - Janvier 2013 -  W&CIE
Ce document est imprimé avec des encres végétales sur du papier fabriqué à 100 % à base de fibres provenant de forêts gérées
de manière durable et équitable ou contrôlées dans une usine certifiée ISO 14001 & EMAS, par un professionnel labellisé Imprim'Vert.

